Espagne : Non à l'austérité
29-12-2010

Espagne : la résistance s’organise Depuis le début de la crise, les pays du sud de l'Europe, caractérisés de manière méprisante comme les PIGS (Portugal, Italie, Grèce, Espagne), «cochons» en anglais, rejoints ultérieurement par l'Irlande pour former les PIIGS, ont mis en place de lourds plans d'austérité «pour payer leurs dettes»... elle a bon dos la crise ! Alors, après avoir dû payer (cher) la croissance de leurs économies nationales, on a également dit aux travailleurs que ce seraient à eux de payer la facture de la crise des capitalistes ! L'Espagne n'a pas manqué à la règle.Par Cécile RimboudL'Egalité n°146 (novembre -décembre 2010)

Le gouvernement Zapatero a déjà proposé un programme d'austérité qui prévoit des coupes à hauteur de 55 milliards d'euros dans les dépenses publiques, le gel des retraites pendant cinq ans, ou la baisse des salaires de la fonction publique d'au moins 5%. Dans un pays où le taux de chômage s'élève déjà à 20% (50% chez les 15-25 ans !), il souhaite aussi faire passer une réforme «profonde» du marché du travail, permettant notamment aux patrons de payer moins pour licencier un travailleur ; et il avait aussi prévu de faire passer l'âge de la retraite à 67 ans ! Concrètement, il s'agit des attaques les plus sévères depuis le régime de Franco.
La réponse des travailleurs : huelga general !Mais la classe ouvrière espagnole n'a pas été dupe. Déjà en février, des manifestations massives avaient lieu dans tout le pays, et le gouvernement a été forcé de retirer son plan sur la réforme des retraites. Néanmoins, elles n'ont été que les prémisses de mouvements plus larges. Le 8 juin, deux millions de travailleurs du secteur public étaient en grève contre le plan d'austérité. Les syndicats ont fait état de 75% de participation. Le 29 juin, une grève générale a paralysé le pays basque.
Pendant et après l'été, le gouvernement a voulu montrer que malgré la colère grandissante, il restait déterminé et prêt à faire passer en force son plan d'austérité pourri. Ce qui a eu pour effet de conforter l'idée chez les travailleurs que la seule option était celle de la lutte ! Et ceci a été prouvé lors de la grande journée européenne du 29 septembre, date de la première grève générale de tout l'État espagnol. Malgré une vague énorme de propagande médiatique assurant que cette grève serait un échec, 10 millions (plus de 70%) de travailleurs ont paralysé l'économie espagnole alors que des manifestations rassemblant 1,4 million de personnes secouaient le pays.
Pendant cette journée de lutte, les forces du Comité pour une Internationale Ouvrière sont intervenues avec enthousiasme pour défendre la perspective que cette grève devrait être un premier pas vers une série de grèves générales pour stopper les attaques du gouvernement et mettre en avant une alternative à la boucherie capitaliste.
Les directions des syndicats ont joué et continuent à jouer un rôle de frein à cette lutte. Elle n'ont appelé à cette journée du 29 septembre que parce qu'elles sentaient une pression énorme venir de la base. D'ailleurs, dès cette journée finie, elles en ont appelé au gouvernement pour qu'il ouvre des négociations – comme s'il y avait quoi que ce soit à négocier ! Face à ceci, en Espagne comme en France, nous appelons les travailleurs et les jeunes à organiser eux-mêmes leur lutte, à organiser des Assemblées générales sur leurs lieux de travail ou d'études, syndiqués ou non, pour former des comités de grève qui discutent des suites à donner aux journées de grève, élisent leurs propres représentants et s'organisent en coordinations qui soient réellement la voix des travailleurs et des jeunes en lutte.
Une nouvelle grève générale est prévue en novembre, nos camarades en Espagne y interviendront pour combattre le plan d’austérité (réformes, coupes…) et se battre pour des revendications permettant d’unifier les travailleurs et de renforcer la lutte comme :
- un programme massif de travaux publics pour créer des millions d'emplois socialement utiles
- la semaine de 35 heures sans perte de salaire